Georges Bidault, D'une Résistance à l'autre: extrait sur le plan Marshall

Légende: Dans ses Mémoires, Georges Bidault, ancien ministre français des Affaires étrangères, évoque la proposition Marshall d'aide économique à l'Europe et décrit la manière dont les pays européens intéressés se sont organisés pour recevoir cette aide américaine.

Source: BIDAULT, Georges. D'une Résistance à l'autre. Paris: Les Presses du Siècle, 1965. 382 p. p. 151-153.

Copyright: (c) Les Presses du Siècle

URL: http://www.cvce.eu/obj/georges_bidault_d_une_resistance_a_l_autre_extrait_sur_le_plan_marshall-fr-fd296710-16eb-4d40-996e-a63e8dcf3aa7.html

Date de dernière mise à jour: 02/07/2015

Georges Bidault, *D'une Résistance à l'autre*

[...]

Le plan Marshall

Un mois et demi après la fin de la conférence de Moscou, le général Marshall prononçait à Harvard un discours qui est l'un des événements les plus importants de l'après-guerre. Il adressait un appel aux pays d'Europe, à tous les pays d'Europe en leur proposant une aide américaine pour leur reconstruction, à la condition qu'ils se mettent d'accord pour établir ensemble un programme de relèvement économique. Il ajoutait que l'initiative de ce programme devait venir d'Europe et que pour l'établir il fallait « l'accord d'un certain nombre, sinon de la totalité des nations européennes ». Cet appel fut entendu et, sur-le-champ, Bevin et moi faisions savoir à Washington l'accord de chacun de nos deux pays, notre résolution de nous concerter et nos vues formulées à titre préliminaire concernant l'organisation de conférences ou de comités pour l'élaboration et l'application du plan Marshall.

Bevin vint presque aussitôt à Paris et se mit d'accord avec moi pour la création d'une commission économique européenne. Dès le lendemain de l'appel, j'avais d'ailleurs déjà fait publier un commentaire où était rappelé que la France n'avait « jamais perdu de vue la nécessité de concevoir son propre relèvement dans le cadre du relèvement de toute l'Europe ». A Paris, la France et l'Angleterre se mirent d'accord pour inviter Molotov à une réunion à trois urgente. Le général Marshall avait d'ailleurs déjà spécifié que la Russie était comprise dans le cadre de ces propositions.

Évidemment, au lendemain de la conférence de Moscou et avec l'expérience que nous avions acquise du comportement soviétique, cette invitation posait des problèmes. La solution, dans le cas d'une acceptation, serait plus difficile à trouver. D'autre part, les ressources américaines, quelle que soit la richesse du peuple des États-Unis, n'étaient pas inépuisables. Il allait de soi que l'adjonction des États de l'Europe communiste aux pays de l'Occident se traduirait vraisemblablement par une diminution de la quote-part attribuée à chacun, sans parler de l'affaiblissement certain de l'intérêt que prendrait dès lors à cette initiative le Congrès américain. Cependant j'insistai. Bevin se laissa convaincre. Il me paraissait clair, en effet, qu'on ne pouvait pas, en dépit des inconvénients probables, laisser échapper l'occasion, soit en cas d'acceptation russe, d'une véritable détente en Europe, soit en cas de refus, d'une clarification définitive de la politique communiste. Et pour un refus, l'offre du général Marshall le rendait plus difficile qu'à propos de tout autre problème.

Molotov vint à Paris, et la Conférence à trois s'ouvrit à la fin de juin dans le salon du premier étage du Quai d'Orsay qui est appelé, en raison de sa décoration, le salon des Perroquets. Je proposai que toutes les nations européennes, alliées, neutres et ex-ennemies soient admises à participer au plan Marshall. Il n'y avait d'exception, « exception provisoire », que pour l'Espagne dont j'ai dit plus haut quelle était alors la situation. Molotov fut intraitable. Il refusa, jour après jour, l'établissement d'un programme pour l'ensemble de l'Europe car, disait-il, un tel programme porterait atteinte à la souveraineté des États. Rien n'y fit. J'eus beau, avec une patience inlassable, essayer de réduire les divergences, proposer des textes propres à rassurer toutes les susceptibilités et à écarter toute action incompatible avec la souveraineté d'un État quelconque, Molotov répétait les mêmes arguments, récitait imperturbablement son texte immuable. La volonté de refus était flagrante et obstinée.

Je retrouve une déclaration que j'ai faite après cet échec. C'est un peu le chant du cygne d'une entreprise d'unité européenne « jusqu'à l'Oural » poursuivie contre vents et marées et qui trouvait là son terme: « La France décline solennellement toute responsabilité devant les conséquences que pourrait avoir une décision qu'elle a tout fait pour empêcher ». J'ajoutai naturellement que la France était décidée à poursuivre, émettant le vœu que la tâche commencée ne soit pas l'œuvre d'une « Europe réduite ».

Immédiatement, Bevin et moi décidâmes de lancer des invitations aux pays d'Europe en vue de créer une organisation pour mettre au point le programme commun. Une conférence européenne, qui se tint dans les dix jours, devait mettre sur pied un comité de coopération et quatre comités techniques. Seize nations européennes participaient à cette conférence, mais aucun pays de l'Est ne put venir, même ceux dont nous

savions qu'ils auraient voulu être présents. La Finlande souhaitait participer, mais n'osa pas faire de déclaration officielle. La Tchécoslovaquie, alors non entièrement communisée, accepta formellement, mais elle dut retirer son acceptation sur un ordre venu de Moscou. Telle était la conception soviétique de l'indépendance des États.

Il fallut à peu près un an pour établir le rapport général, fixer les conditions de l'aide américaine pour chaque pays et obtenir l'acceptation lentement acquise du Congrès des États-Unis. La France fut une des principales bénéficiaires du plan Marshall et elle lui a dû une vive accélération de sa reconstruction. Pour tout dire, elle lui a dû d'éviter l'arrêt de son économie. Il n'y a pas dans l'histoire du monde d'exemple comparable, pour la largeur de vue et pour la beauté du geste, à ce que fut le plan Marshall. La France au temps du bas de laine, de la stabilité monétaire et de l'abondance des capitaux avait elle aussi répandu beaucoup d'argent un peu partout. Elle en a beaucoup perdu parce que les fonds étaient placés souvent à la légère, sans parler des quinze milliards de francs-or qui ont été prêtés en Russie et n'en sont pas revenus. Mais il s'agissait là de prêts octroyés avec l'espérance d'un revenu durable et large. Ce n'était pas des actes de bienfaisance, c'était des placements, même s'il est souvent arrivé que ces placements soient mauvais.

Pour le plan Marshall, il en va tout autrement. C'était un don pur et simple: les États-Unis payaient les marchandises dont avait besoin l'économie européenne. C'est grâce à ces dons immenses que l'Europe a surmonté la crise, que les économies se sont relevées et développées, qu'une première ébauche de coopération européenne est née et que les peuples de l'Occident ont été sauvés de la faim, de la misère et du désespoir. Naturellement, les partis communistes, dociles à l'inspiration du Kremlin, dénoncèrent comme une abdication nationale, comme un asservissement au capitalisme américain, et comme une menace pour la paix, le fait que les classes laborieuses échappaient de la sorte au chômage et à la révolte.

Ce n'est pas fortuitement que l'agitation sociale, contenue pendant le temps de la présence des communistes au gouvernement, reprit brusquement avec violence, dès l'automne de 1947. Une grève révolutionnaire à buts politiques fut déclenchée et finalement mise en échec grâce au calme sang-froid de Robert Schuman qui venait de succéder à Paul Ramadier à la tête du gouvernement. Des mains actives commencèrent de multiplier sur les murs, à travers la France, ces inscriptions qui ont été renouvelées et mises au courant de l'actualité pendant dix ans. Ma petite maison a souvent bénéficié de la décoration de ces slogans au goudron. Il convient de dire que de telles violences ne profitaient pas au parti communiste. C'est à cause de cette attitude que, s'il n'a pas sensiblement décru, il a cessé de croître — jusqu'à nouvel ordre.

Cette grave crise et cette aide salutaire survenaient alors qu'en marge de toutes les préoccupations d'urgence croissait le RPF constitué par le général De Gaulle autour de sa personne. Les proclamations étaient « colonialistes », comme on dit aujourd'hui, violemment hostiles au communisme, méprisantes pour les partis. Je dois dire qu'entre-temps, c'était les partis qui chauffaient le four et faisaient cuire le pain. Si ma mémoire ne me trompe pas, sans seulement mentionner le plan Marshall, le général De Gaulle formula sa pensée en traitant aimablement les Américains de « primaires » et d'« affairistes ». Sa pensée, en dépit de tant de variations et de retournements, garde néanmoins, comme on voit, une constante infaillible, quand il s'agit des Alliés.

Pour le peuple français, quels que soient les graves griefs que nous soyons en droit de formuler à certains aspects de la politique américaine, aucune critique légitime, ni aucune rancune collective ou personnelle ne doivent l'empêcher ni ne m'empêcheront de saluer avec reconnaissance la mémoire d'un grand homme, Georges Marshall, et la générosité d'un grand peuple, les États-Unis d'Amérique. J'aurai assez dans cet ouvrage l'occasion de marquer la réserve et le blâme pour ne pas me sentir, en conscience, obligé à cet hommage.

[...]